

## L'Etat et ses chantiers idéologiques en Asie Centrale

*Frédérique GUERIN*

La transition idéologique est un élément majeur du processus de transition générale auquel les Républiques centrasiatiques ont été acculées au lendemain de leur accession imprévue à l'indépendance. Au sortir d'un système dominé par l'omniprésence de l'idéologie marxiste-léniniste et son application soviétique, sans même un courant nationaliste pouvant guider les sociétés d'Asie Centrale sur le chemin de l'indépendance, la construction d'un nouveau cadre idéologique proprement national s'est imposée comme un des défis majeurs de l'indépendance, conditionnant jusqu'à la perpétuation même d'Etats arbitrairement créés par l'Union soviétique soixante-dix ans auparavant.

Les nouveaux discours officiels, formulés par des élites directement issues du système soviétique, ne constituent pas une idéologie élaborée, clairement articulée, aspirant à théoriser et réguler de façon pragmatique tous les phénomènes politiques, économiques, philosophiques, sociologiques et internationaux. Bien que mobilisant tout un réseau intellectuel et scientifique politiquement acquis aux nouveaux

régimes, leur formulation est caractérisée par l'urgence, l'opportunisme et le pragmatisme. Il s'agit principalement pour les "nouvelles anciennes élites" de répondre aux défis de l'indépendance (construction d'une identité nationale, maintien de la stabilité nationale, renforcement des structures de pouvoir et reconnaissance internationale), d'assurer leur maintien au pouvoir dans un cadre national incertain et de fournir à leur population de nouvelles références pour combler l'immense vide idéologique laissé par l'abandon de l'idéologie marxiste-léniniste.

Ce n'est donc pas tant dans leur dimension philosophique que les nouveaux discours officiels s'apparentent à de nouvelles idéologies, que dans leur dimension normative. Il ne s'agit pas d'idéologie en tant que "science des idées, desquelles peuvent être déduites des modèles optimaux d'interaction sociopolitique" (Carlsnaes, 1986), que de système normatif répondant aux valeurs des leaders au pouvoir et à l'évolution des besoins du système politique (Thompson, 1989). Ceux-ci aspirent en effet à remplir plusieurs fonctions de l'idéologie: répondre à la question de

l'identité, fondamentale à tout être humain et à toute société humaine; servir de légitimation au mode de développement national mis en œuvre par les élites, justifier le système de pouvoir et l'organisation de la société et offrir un instrument de mobilisation collective (Hoover, 1994).

Cette portée pragmatique repose entièrement sur le développement d'un nationalisme d'Etat, absolument nécessaire à la pérennité des Républiques centrasiatiques au lendemain de l'indépendance. Point d'universalisme, donc, dans les chantiers idéologiques de l'indépendance, mais la recherche d'une doctrine spécifiquement nationale. Le changement de discours, passé du marxisme-léninisme au nationalisme d'Etat, relève de ce que Herbert C. Kelman a appelé "l'idéologie nationaliste": un discours qui défend le principe selon lequel un système politique doit dans une forme ou une autre être représentatif de la population sous son contrôle et peut donc légitimement développer une idéologie spécifiquement nationale permettant d'exprimer l'individualité de l'Etat-nation. (Kelman, 1969). Les "idéologies de l'indépendance nationale" (pour reprendre l'expression consacrée par Islam Karimov) ont cette double fonction: justifier les décisions politiques prises par des leaders dépourvus de légitimité en les faisant apparaître comme fidèle à

l'identité nationale et aux aspirations du peuple.

Souvent négligé par les observateurs occidentaux, le facteur idéologique a été un facteur-clé des développements politiques et de la psychologie collective dans les républiques d'Asie Centrale nouvellement indépendantes et il représente un outil analytique crucial pour comprendre et anticiper l'évolution de la situation générale dans les pays de la région. Après douze années d'existence indépendante, l'étude des chantiers idéologiques de l'indépendance permet de dresser un sombre bilan en terme de transition démocratique. Dans des Etats-nations où l'idéologisation de la politique est un phénomène quasi organique, le choix d'une idéologie nationaliste élitiste a en effet imposé une définition de l'identité nationale aussi nécessaire qu'inadaptée aux réalités locales contemporaines, un concept de "développement national" statique bannissant société civile et pluralisme politique, et une approche de la transition légitimant l'autoritarisme de leaders mystifiés. La prise en compte du facteur idéologique dans l'évaluation du processus de transition permet également de mettre à jour les paradoxes et les faiblesses inhérentes aux idéologies nationales, et ouvre de nombreuses interrogations quant aux scénarii de sortie de cette période de "non-transition".

## La sécurité idéologique face aux incertitudes de l'indépendance

### **Idéologie, Etat, nation, un rapport originel organique**

Si la notion d'idéologie d'Etat est devenue un concept extrêmement péjoratif en occident<sup>116</sup>, elle est restée à l'inverse un déterminant fondamental du système socio-politique dans les Etats post-soviétiques d'Asie Centrale. La déférence quasi religieuse à une idéologie a effectivement dominé le processus de création des Républiques d'Asie Centrale ainsi que leur mode d'existence et de développement pendant soixante-dix ans. Les sociétés locales ont ainsi été initiées au concept même de l'Etat-nation à travers le filtre idéologique du nationalisme soviétique<sup>117</sup> et ont été soumises à l'ubiquité doctrinale marxiste-léniniste pendant les sept premières décennies d'une expérience étatique inédite. De plus, pendant toute cette période, les sociétés centrasiatiques sont restées coupées des évolutions intellectuelles

ayant lieu dans d'autres régions du monde (occident, monde arabe, monde décolonisé...). Elles n'ont jamais développé de modèles de pensée alternatifs et sont restées dépourvues de mécanismes de réflexion civiques, pluralistes et constructifs.

Le contexte idéologique spécifique dans lequel les sociétés d'Asie Centrale se sont familiarisées avec la notion d'Etat-nation a eu pour conséquence le développement d'un rapport à l'Etat particulier, qui s'inscrit dans une approche utilitariste. L'Etat est conçu comme un outil central dans la mise en œuvre d'une idéologie directrice, destinée à définir non seulement le modèle politique et économique de la société, mais également à façonner l'individu (selon le mythe de *l'homo sovieticus* durant la période soviétique) et les relations sociales à l'échelle nationale. L'Etat centrasiatique n'est pas l'émanation de la volonté populaire mais celle de l'idéologie, qui définit l'essence même du peuple.

116 Depuis les atrocités commises sur le territoire européen au nom des idéologies anti-humanistes du XXème siècle, le concept d'idéologie est perçu comme un endoctrinement de la pensée individuelle, présentant une vision du monde déformée, pour les besoins d'une élite aux sombres desseins. Seuls les Etats-Unis revendiquent encore une idéologie comme fondement de l'identité nationale et de la politique du pays, basée sur les principes du libéralisme et de l'individualisme, mais ils considèrent celle-ci comme la seule respectable, toute autre idéologie étant forcément erronée et dangereuse.

117 Le découpage ethnonational de l'Asie Centrale a été réalisé par l'URSS entre 1924 et 1936 afin de mettre en œuvre le socialisme dans la région. La création d'entités républicaines a introduit la notion d'ethnie et d'Etat-nation dans une région restée dominée par un mode d'organisation sociopolitique traditionnelle (clanisme, tribalisme, localisme).

L'idéologie n'est pas seulement assimilée à l'Etat, elle fournit également la définition de la nation. Le caractère multiethnique et communautariste des républiques d'Asie Centrale et l'absence de passé proprement national ont en effet constitué de puissants freins à l'émergence d'un sentiment national. Sans cet attachement fort à la nation, c'est l'idéologie qui a servi de ciment à l'entité républicaine, rassemblant les communautés traditionnelles (clan, tribu, *mahallas*<sup>118</sup>) autour des idéaux socialistes et des objectifs du plan définis à l'échelle républicaine. L'idéologie constituait ainsi, à l'indépendance, le pilier central des sociétés centrasiatiques, le lien majeur entre les communautés locales et la nation, entre la nation et l'Etat.

Le rôle fondamental joué par le facteur idéologique dans les sociétés soviétiques centrasiatiques explique en partie pourquoi les Républiques de la région se sont révélées étonnamment stables au lendemain de leur accession à l'indépendance, république tadjike mise à part. Il a permis aux élites de la période soviétique, maintenue au pouvoir par la soudaineté de

l'effondrement de l'URSS, de recréer et d'imposer rapidement un cadre idéologique proprement national, sans avoir à affronter de contestations politiques ou sociales majeures. Les chantiers idéologiques nationaux ont en effet pris place dans un contexte marqué par la faiblesse de la société civile et l'*habitus* de déférence à un régime centralisateur et paternaliste. Ils sont par ailleurs intervenus dans une période d'incertitude existentielle et de risques de déstabilisation majeurs, dans laquelle la défense de la "sécurité idéologique" s'est imposée comme un besoin vital aux yeux des populations centrasiatiques et un moindre mal pour nombre d'observateurs étrangers.

### **L'idéologie nationale au secours de la nation en danger**

Si les Républiques d'Asie Centrale sont les dernières à déclarer leur indépendance en 1991, c'est que la légitimité et la rationalité mêmes de leur existence hors du cadre de soviétique apparaissaient alors fortement compromises. Les Etats sortis du bas-ventre de l'URSS en 1991 s'apparentaient plus à des

118 "*Mahalla*" est un terme ouzbek qui signifie de façon générique "voisinage" ou "communauté locale". Ce terme est utilisé pour désigner une forme d'organisation sociale traditionnelle en Ouzbékistan, que l'on retrouve sous des formes diverses dans les autres Etats d'Asie Centrale. Cette unité sociologique est composée d'un espace territorial bien définie dominé par un réseau de relations sociales. Cette unité sociologique a persisté durant la période soviétique et est aujourd'hui utilisée comme unité administrative étatique en Ouzbékistan (Human Rights Watch, 2003).

.....

“quasi-Etats”<sup>119</sup> sans expérience de la souveraineté nationale ni sentiment national réel. L’abandon de la doctrine marxiste-léniniste a signifié la perte de leurs repères en matière de mode de gouvernement, de politique intérieure, de relations étrangères et a entraîné la disparition de tout un pan de l’identité des populations centrasiatiques: les croyances, idéaux et aspirations qui lui étaient associés, mais également la validité même des identités nationales modernes (frontières, définitions ethniques, rôle joué par la république au sein du système soviétique) (Akiner 1997). Le potentiel de remise en cause de l’intégrité des républiques d’Asie Centrale nouvellement indépendantes, et par là-même de leurs régimes, était sérieux et la nécessité de construire un nouveau ciment idéologique urgente. Le souci principal des élites était en effet de contrôler la libération éventuelle de courants idéologiques et politiques contradictoires (islamistes, ethniques, supra-nationalistes ou infra-nationalistes) et de se prémunir contre le syndrome tadjik.

Le conflit civil qui éclate au Tadjikistan dès les premiers mois de l’indépendance va constituer un électrochoc pour les anciennes élites soviétiques, qui comprennent les dangers inhérents au conservatisme idéologique. Le leader tadjik Rahmon Nabiev, incapable de se départir des symboles et modes de pensée soviétique, est en effet violemment écarté du pouvoir dès septembre 1992 par une coalition islamo-démocrate, avant que le pays ne sombre dans un affrontement meurtrier entre factions régionalistes. La tragique expérience de la république tadjike va conduire les leaders des républiques voisines à troquer rapidement leurs références idéologiques traditionnelles contre une rhétorique nationaliste fédératrice, emplie de symbolisme unitaire. En quelques mois, Lénine et Marx sont réduits au silence et font place à “l’idéologie de l’indépendance nationale” en Ouzbékistan, “l’idéologie de la souveraineté” au Kazakhstan, “l’épopée mythique de l’Etat kirghize” et “le chemin du Turkmenbashi”

.....

119 La notion de “quasi-state” telle que définie Robert Jackson (1990) est utilisée pour désigner des Etats qui détiennent la personnalité juridique au sein du système international, mais restent dépourvus des capacités essentielles à la conduite des fonctions de l’Etat moderne: monopole de la violence légitime, ressources économiques, corpus législatif et judiciaire effectif... Leur maintien est ainsi assuré par la bienveillance et l’indulgence de la communauté internationale. En 1991, les cinq républiques d’Asie Centrale ont été reconnues par la communauté internationale comme des Etats successeurs de l’ex-URSS et ont ainsi accédé à la souveraineté internationale. Toutefois, elles disposaient de bureaucraties totalement inadaptées aux besoins de l’Etat indépendant, n’étaient pas en mesure d’exercer un contrôle total sur leurs frontières et sur certaines parties de leur territoire, restaient étroitement liées à la Russie dans le domaine économique, dépendaient quasi-exclusivement de l’aide internationale dans nombre de domaines, et ne disposaient d’aucune expérience en matière de défense, de relations extérieures et de commerce extérieur (Prazauskas 1998).

au Turkménistan.<sup>120</sup> L'affrontement inter-tadjik va donc servir à définir les objectifs immédiats des nations nouvellement indépendantes: souder la nation indépendante autour de son identité "véritable", renforcer la cohésion nationale en luttant contre les divisions internes et consolider l'Etat en offrant à la nation le guide traditionnel dont elle a été privée durant la parenthèse "coloniale"<sup>121</sup>.

### **Les nationalismes de l'indépendance: la "renaissance nationale" des identités soviétiques**

#### **Le nationalisme soviétique, matière première de l'idéologie de l'indépendance nationale**

Les développements idéologiques à l'œuvre dans les républiques d'Asie Centrale depuis leur accession à l'indépendance, sont en grande partie la continuation de l'héritage idéologique soviétique, épuré de sa finalité marxiste-léniniste. Les idéologies nationales de l'indépendance reposent sur des ressorts identiques (matérialisme dialectique,

mode de légitimation téléologique, anthropomorphisme idéologique) mais les objectifs directeurs précis du marxisme-léninisme sont remplacés par une finalité nationale vague et générique qui vise à assurer la *renaissance nationale*. Les Etats successeurs de l'URSS dans la région ne sont plus des républiques "nationales en leur forme, socialistes en leur fond" comme le voulait la propagande soviétique, mais des Etats "léninistes en leur forme et nationaux en leur fond" (March 2003). C'est ironiquement dans le processus de "décolonisation" culturelle et identitaire que cette filiation idéologique est la plus évidente. En l'absence de doctrine politique claire et de projet réellement nationaliste, les élites de l'indépendance vont mobiliser une ressource idéologique directement héritée de l'URSS: le nationalisme soviétique.

Le nationalisme soviétique n'était pas un composant ou une extension de la doctrine marxiste-léniniste mais constituait une idéologie relativement indépendante, développée de façon utilitaire pour les besoins de la politique soviétique (Fragner 2001).

120 Les élites tadjikes victorieuses de la guerre civile vont elles aussi rapidement s'atteler à développer une idéologie nationale, l'idéologie de la "renaissance nationale", dès le retour d'une stabilité relative dans le pays.

121 La nature coloniale de la présence soviétique en Asie centrale fait l'objet d'un débat trop extensif pour être abordé dans cet article. Bien que partageant l'argument colonialiste, l'auteur conservera l'usage des guillemets pour indiquer la référence à l'utilisation de cette rhétorique dans les Etats indépendants d'Asie centrale eux-mêmes, qui utilisent extensivement cette lecture de l'histoire dans les nouvelles idéologies nationales.

Conceptualisée par Joseph Staline, alors Commissaire aux Nationalités (1917-1922), celle-ci reposait sur deux fondements: un essentialisme ethnologique qui définissait l'ethnie comme *“une communauté stable, historiquement formée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychologique, manifestée par une culture commune”* (Staline 1934) et un historicisme territorialisé, qui a permis de doter les Kazakhs, les Ouzbeks, les Turkmènes, puis les Kirghizes et les Tadjiks de républiques ethnonymes<sup>122</sup>. Les deux éléments centraux de cette doctrine, épurés de leur finalité socialiste, ont constitué des outils méthodologiques familiers, réutilisables hors du contexte marxiste-léniniste et fort utiles face aux défis de l'indépendance. Ils permettaient de mobiliser des populations au sentiment national faible autour de symboles chargés émotionnellement et de neutraliser les rares mouvements politiques apparus à la faveur de la perestroïka qui avaient pour plate-forme politique le renouveau national.

Le nationalisme soviétique qui était mis en œuvre de façon utilitaire,

parcimonieuse et contrôlée durant la période soviétique, a subi une évolution notable dans la symbolique mobilisée ainsi que dans la charge émotionnelle induite. Il est désormais exalté comme valeur suprême dans tous les domaines de la vie publique avec pour objectif de définir une identité nationale originale, purifiée de la marque “coloniale”, homogène culturellement et distincte des nations voisines. Par ailleurs, si ces outils importés, passablement inadaptés aux réalités locales mais définitivement enracinés par soixante-dix années de *praxis*, ont produit une stabilité incontestable durant la période soviétique et les premières années de l'indépendance, ils créent aujourd'hui de nouveaux facteurs de tensions sociales et inter-étatiques, sans qu'aucune soupape supranationale (l'arbitrage de Moscou) ne puisse les catalyser.

### **Du multiculturalisme soviétique à l'ethnocentrisme national**

En choisissant de perpétuer une approche soviétique des nationalités, dépourvue du cadre soviétique (qui transcendait les identités nationales) et de sa finalité internationaliste (qui

122 Le découpage de l'Asie Centrale, réalisé selon des considérations ethniques, linguistiques, économiques et géostratégiques, crée des Républiques Socialistes Soviétiques (RSS) pour les ethnies ayant achevé leur ethnogenèse aux yeux des ethnologues russes, tandis que les communautés ethniques “sous-développées” sont instituées en Républiques, Régions ou Territoires Autonomes, selon le degré de maturation de leur ethnogenèse, au sein de des républiques indépendantes. Le Tadjikistan et le Kirghizstan sont à l'origine des républiques autonomes au sein des RSS d'Ouzbékistan pour la première et du Kazakhstan pour la seconde. Elles ne deviendront des RSS elles-mêmes qu'en 1929 et 1936 respectivement.

en relativisait la portée), les régimes d'Asie Centrale ont fait le choix de reléguer l'interaction ethnoculturelle traditionnelle de la région au passé.

Les nouvelles définitions de l'identité nationale sont basées sur un modèle ethnonational exclusif dans lequel la nationalité est synonyme d'ethnie et l'identité nationale perçue comme la réflexion des caractéristiques primordiales de l'ethnie dominante (culture, langue, affiliation territoriale et traits physiques) (Greenfeld 1992). Les rites, institutions, symboles et traditions "pré-coloniaux" du groupe ethnique dominant ont été officiellement établis comme les fondements de l'identité nationale et sont imposés à l'ensemble de la société. La langue officielle est désormais la langue de l'ethnie dominante, qu'il convient de maîtriser pour accéder aux postes de l'administration nationale. Si le russe a conservé un statut spécial dans certaines républiques (Kirghizstan, Kazakhstan, Tadjikistan), celui de langue de communication inter-ethnique, cet idiome ne suffit plus pour être pleinement intégré à la nation, les personnes ne parlant pas la langue nationale officielle étant graduellement perçues comme des traîtres à la nation.

Tous les régimes d'Asie Centrale ont également repris l'arme très soviétique du recensement afin de

réduire l'importance numérique de leurs minorités ethniques et, ainsi, d'homogénéiser ethniquement leur société (Abramson 2002). Les chiffres officiels publiés par le gouvernement ouzbek estiment la population tadjike à 4.8 % de la population tandis que tous les observateurs extérieurs s'accordent à dire que leur pourcentage est beaucoup plus élevé, jusqu'à 25-30 % de la population en général et jusqu'à 70-90 % dans les villes de Samarcande et Boukhara (Foltz 1997). De même, les écoles en langue ouzbeke ont été fermées au Turkménistan où l'on affirme que les communautés ouzbekes n'ont pas franchi la barre des 4% de la population alors que celles-ci constitueraient environ 7% de la population.

Les minorités ethniques se trouvent également exclues de la vision nationale définie par les nouvelles versions officielles de l'histoire nationale. Les minorités slaves, relativement nombreuses dans certaines républiques, sont exclues de la nation indépendante en raison de leur filiation avec le "colonisateur" stigmatisé dans les nouveaux livres d'histoire et dans la propagande officielle. Les périodes tsariste et soviétique sont en effet réinterprétées comme des périodes de déclin culturel et d'exploitation économique dans la longue et glorieuse histoire du peuple titulaire. Il n'est guère plus aisé pour les minorités ethniques

centrasiatiques de se reconnaître dans les nouvelles histoires nationales, tels les Ouzbeks du Tadjikistan, devenus les descendants des tribus turco-mongoles barbares qui ont porté atteinte de façon récurrente à la civilisation perso-tadjike.

La notion de patrie est également ethnicisée. La notion de *Vatan*, qui a remplacé le concept russe de *Rodina* (patrie au sens d'espace territorial historique d'une nation ethnique), est aujourd'hui sacralisée dans les discours et slogans officiels. Elle constitue le legs historique des ancêtres de l'ethnie dominante, sur lequel leurs descendants peuvent se prévaloir de droits spéciaux. Dans un contexte de pression démographique croissante sur la terre, ce type de raisonnement a déjà conduit à de violents affrontements, comme par exemple ceux qui ont opposés populations ouzbekes et kirghizes dans le Ferghana kirghize. Ces dérives sont d'autant plus regrettables qu'elles sont contraires à la tradition d'entente interethnique qui a toujours prévalu dans la région. L'ethnicisation systématique et fabriquée des références nationales, culturelles, historiques sont le produit néfaste des campagnes de propagande nationale. Théorisées dans la littérature académique et popularisées à travers les médias, elles deviennent une cause d'animosité interethnique puissante dans un contexte de paupérisation général.

Le nationalisme de l'indépendance, conçu comme un instrument de stabilisation essentiel pour procéder à toute transition structurelle, risque donc de se muer, à terme, en un facteur de radicalisation et de déstabilisation sociale et de menacer par là-même toute perspective d'évolution pacifique des sociétés centrasiatiques "décolonisées".

### **Les paradoxes de l'idéologie de l'indépendance nationale ou l'idéologie de la (non-) transition**

Ce que les leaders d'Asie Centrale ont dénommé de façons diverses "idéologie de l'indépendance nationale" est donc avant tout un nationalisme exclusif et contrefait, dont la portée stabilisatrice risque fort de montrer rapidement ses limites. L'aspect identitaire de l'idéologie nationale contribue par ailleurs à lui ôter toute dimension dynamique, et à faire de la transition démocratique un élément rhétorique décoratif.

#### **La transition statique**

L'idéologie des nouveaux pères de la nation se veut atemporelle et au-dessus de toute contingence politique et historique. Les idéologies nationales n'ont pas pour objet de bâtir une société nationale nouvelle mais se veulent le reflet même de l'identité nationale retrouvée. Conçues comme

essentialistes et statiques, elles ne sont qu'un retour à l'état "naturel" de la société, patriarcale, tolérante, déférente, solidaire et honorable. L'idéologie est donc présentée, non pas comme un corpus doctrinaire intellectuel et élitiste, mais comme une émanation du peuple et de l'esprit populaire, représentée et garantie par le souverain moderne. La loyauté de celui-ci à l'égard de l'idéologie nationale et sa capacité à en défendre l'intégrité lui confère sa légitimité à gouverner. Perpétuant une vision dualiste et manichéenne familière, les leaders se targuent de défendre la grandeur nationale, à laquelle contribue les masses populaires, solidaires et bienveillantes, contre les éléments subversifs menaçant l'ordre et l'identité nationale (opposition politique, islamistes radicaux, courants transnationaux, agents de l'étranger).

L'idéologie d'Etat est donc présentée comme la garantie de la cohésion nationale, de l'intérêt national et du bien général. Dans cette optique, le débat politique constitue un facteur de division et la participation de la société civile au débat nationale devient superflue. Cette conception de l'idéologie nationale, et la pratique qu'elle génère, constituent logiquement un obstacle majeur à l'avènement de la société civile et du pluralisme politique.

### **Le maintien de l'apathie sociale**

Les leaders d'Asie Centrale s'efforcent de conserver une société passive et dépolitisée en la mobilisant autour de valeurs, orientations et références actuelles et passées, en évitant même de développer une utopie à portée future trop élaborée. La grandeur passée de la nation, la beauté des traditions retrouvées, la renaissance spirituelle engagée, sont les slogans diffusés à grande échelle à travers les médias, l'enseignement scolaire, les institutions d'Etat, les associations culturelles et les administrations locales (March 2002). Pour le reste (définition d'un projet national concret, prise de décision politique), les citoyens ne sont pas sollicités, malgré un taux d'alphabétisation admirable au sortir de la période soviétique. Aujourd'hui, le développement de la réflexion et de l'expression individuelle et civile est verrouillé par la vaste campagne de propagande orchestrée par les autorités. Toute une génération s'apprête à entrer dans la vie citoyenne en ne disposant pour référence que des ouvrages du leader-idéologue national. Le Rukhnama, le "livre saint de la spiritualité" délivré par le "Père des Turkmènes", constitue la bible nationale, le principal ouvrage étudié à l'école, dont l'ambition éloquente est d'"effacer les complexités et les angoisses de la vie quotidienne".<sup>123</sup> Les livres du Président Karimov font également l'objet d'un cours spécifique

123 Voir le site officiel du Rukhnama, url: <http://www.rukhnama.com>

obligatoire, dénommé *milli ma'naviat* ("spiritualité nationale") dans le cursus scolaire de chaque étudiant. Il est impossible d'obtenir son diplôme sans réussir l'examen d'"idéologie karimoviste".

### **La neutralisation de l'opposition politique**

Les sources de développement de la conscience politique, tels les médias et les partis politiques, sont, elles aussi, étroitement contrôlées. Afin de préserver la nation des déchirements fratricides sur l'autel d'idéologies prédatrices et étrangères à la culture locale, les "élites-idéologues" se font fort de défendre la "sécurité idéologique". Les mouvements politiques apparus à la faveur de la perestroïka ont ainsi tous été cooptés, neutralisés ou supprimés, selon leur potentiel de déstabilisation de la cohésion nationale que seule l'idéologie d'Etat permet d'assurer.

D'un côté, les groupes d'opposition ne remettant pas directement en cause le régime politique instauré par l'idéologie nationale ont gardé une existence fonctionnelle dans les pays les plus "libéraux" (selon les critères régionaux) mais ont perdu tout pouvoir d'action politique réel. Ils sont soit délégitimés (car ne représentant que partiellement l'idéologie de l'indépendance nationale), cooptés (la plupart des leaders d'opposition ont été intégrés dans les rangs des technocrates alliés au dirigeant de

l'Etat et ont fait taire leurs critiques à l'égard des gouvernants), ou censurés, pour les plus indépendants (obstacles à leurs procédures d'enregistrement, censure de leurs journaux, rejet de leurs candidats lors des élections...). L'"idéologie" occidentale démocrate et libérale est, elle aussi, reléguée au rang de coexistence neutralisée. Afin de satisfaire les démocraties occidentales, principal soutien financier de l'économie nationale affaiblie, on tolère les groupes qui s'en revendiquent (tout en contrôlant étroitement leur marge d'action) et on lui fait des demi-concessions justifiées par le concept de "gradualisme". Selon cet élément central de l'idéologie nationale, les réformes démocratiques doivent être menées sous l'impulsion unique de l'Etat, selon un rythme maîtrisé et adapté aux possibilités nationales, dans le but de maintenir la stabilité sociale et politique. Dans le langage démocratique, le concept de "gradualisme" est un euphémisme pour "réformisme esthétique", voire "immobilisme".

A l'autre extrême, les groupes politiques qui opposent une autre définition de l'identité nationale, une autre idéologie nationale et un autre mode de représentation sont, eux, associés aux ennemis de la nation et se voient refuser le droit d'exister. Dans cette catégorie, l'ennemi principal est l'islam politique, une idéologie directement concurrente et

irrécconciliable en ce qu'elle rejette à la fois les dirigeants, leur idéologie et leur système politique<sup>124</sup>. Face à ce défi, les régimes centrasiatiques ont tous pris le parti d'intégrer l'élément islamique au cœur de l'idéologie nationale, tout en conservant leurs vieux réflexes hérités de la période soviétique (répression de toute religiosité hors du cadre officiel). Selon les idéologies nationales, l'identité musulmane des populations centrasiatiques est par essence spirituelle, synchrétique et surtout apolitique. Il s'agit d'un mode de vie populaire qui ne peut en aucun cas servir de fondement à la gestion de la vie publique ou politique. Cette conception spirituelle de l'islam, imposée dans les enseignements religieux officiels, valorise les principes éthiques contre la piété, la tradition contre le dogme, et le rapport individuel à la religion, à travers notamment la revalorisation des ordres soufis<sup>125</sup>. A l'inverse, les partis politiques à fondement religieux ont été bannis de la vie politique

dès leur apparition. Leurs partisans, tout comme les figures religieuses traditionnelles, sont traqués tels des terroristes potentiels. Tout au long des années 1990, le bras de fer entre l'islam politique et les gouvernements locaux a évolué selon une spirale de la violence (répression-terrorisme). Il est devenu aujourd'hui un des déterminants-clés de la politique intérieure et extérieure des Etats de la région qui se sont placés comme des partenaires déterminés de l'alliance internationale contre le terrorisme. Le discours idéologique à l'égard de l'islam politique emploie aujourd'hui un vocabulaire guerrier et a pour corollaire des attaques répétées sur les droits fondamentaux des citoyens<sup>126</sup>.

En fait de transition, la traduction pratique du concept identitaire de l'idéologie nationale participe plus d'une stagnation politique et sociale que d'une "renaissance nationale". Si évolution il y a, c'est dans le sens de l'autoritarisme qu'elle a lieu.

124 Le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan constitue à cet égard une exception. Il reconnaît la Constitution actuelle ainsi que le caractère démocratique et laïque de l'Etat tadjik. Seul parti à base religieuse autorisé dans la région, il participe aujourd'hui à la vie politique tadjike malgré une situation de plus en plus précaire.

125 La confrérie soufie la plus influente jusqu'à nos jours, la confrérie Naqchibendiyya, fut fondée à Boukhara au XIV<sup>e</sup> siècle. Voir ZARCONE Thierry, "Asie Centrale : la 'résurrection' des confréries", *Les Cahiers de l'Orient*, n°46, 1996, pp. 9-14.

126 Voir International Crisis Group, *Central Asia: Islam and the State*, Asia Report N°59, 10 July 2003, url: <http://www.crisisweb.org/home/index.cfm?id=1442&l=1>; et Human Rights Watch, *World Report 2003*, Europe and Central Asia, url: <http://www.hrw.org/wr2k3/europe.html>.

## **Prélude à la transition démocratique: la transition autoritaire**

### **L'établissement de "démocraties Potemkine"**

Un regard superficiel sur les transformations institutionnelles mises en œuvres dans les républiques d'Asie Centrale depuis leur accession à l'indépendance semble indiquer que la transition démocratique a été ostensiblement engagée. Les constitutions adoptées entre 1991 et 1994 dans les cinq républiques ont toutes instituées formellement des démocraties libérales et pluralistes. Toutefois, le système politique instauré durant une décennie de pouvoir ressemble plus à un "despotisme à l'orientale" qu'à un véritable État de droit.

La pratique du pouvoir et le corpus législatif sont en effet interprétés selon le filtre idéologique développé par des leaders soucieux de perpétuer leur domination politique. Ainsi, les structures législatives, exécutives et la classe politique homogénéisée sont conçues comme un tout au service du leader suprême, seul garant de l'indépendance, de la stabilité et l'harmonie communautaire. La fusion opérée entre les fonctions de l'Etat, le rôle des élus et les activités des partis politiques a instauré un véritable système de parti unique. Le parti présidentiel est à la fois le parti

au pouvoir, le parti du Président de la République et le parti de l'idéologie nationale.

### **Enracinement du règne hégémonique des khans modernes**

Durant les treize années écoulées depuis l'accession des républiques centrasiatiques à l'indépendance, les Présidents centrasiatiques ont considérablement étendu leurs pouvoirs aux moyens de réformes législatives et constitutionnelles et à travers une pratique personnelle et hégémonique du pouvoir. Ainsi tous les présidents d'Asie Centrale ont procédé à des amendements constitutionnels leur permettant formellement de rester en fonction à vie. Ils disposent également d'un contrôle quasi-total sur les trois pouvoirs, ainsi que d'une influence considérable dans le domaine économique. Ils ont de surcroît préservé un pouvoir de patronage important à travers les structures claniques, tribales et régionales traditionnelles dans les sociétés centrasiatiques.

Parallèlement à ces manipulations du système sociopolitique, ils se sont attelés à légitimer leur accaparement du pouvoir en exaltant dans l'idéologie nationale une image pseudo-historique du leader suprême. Les leaders contemporains s'efforcent en effet d'apparaître comme les nouveaux Khans centrasiatiques,

héritiers de la tradition du “Grand Homme” instaurée par Gengis Khan, à qui incombe la tâche historique de diriger les peuples de Transoxiane sur le chemin de leur indépendance retrouvée. Culte de l’Emir Timour Lang en Ouzbékistan, vénération d’Ismoil Somoni au Tadjikistan, mise à l’honneur de l’épopée mythique de Manas au Kirghizstan, et jusqu’à l’avènement même d’un nouveau père des Turkmènes, le Turkmenbashi, les leaders centrasiatiques ont, à des degrés divers, développé une filiation chargée de symbolisme avec des figures locales légendaires aux pouvoirs illimités.

Au-delà du symbolisme, place a été faite à l’autoritarisme décomplexé des leaders centrasiatiques dans l’idéologie nationale. Autoritarisme, dictature sont en effet présentés comme nécessaires et légitimes pour les besoins de la transition vers la démocratie, telle Président Kazakh qui revendique les bienfaits du maintien d’une “dictature contre la négligence, le détournement de fonds et le crime”<sup>127</sup>. Les leaders contemporains résolvent la contradiction inhérente à l’établissement de la démocratie par l’autoritarisme en se référant au caractère transitoire de la période que leur pays traverse (Geiss 2000). Les objectifs et le mode de gouvernement définis par l’idéologie d’Etat sont censés nêtre qu’une étape essentielle

avant tout changement de régime et de culture politique. Les sociétés centrasiatiques doivent renouer avec leurs racines, leurs traditions, avant de pouvoir envisager de nouveaux systèmes politiques modernes et libéraux. C’est donc, ironiquement, dans leur tentative d’enraciner leur règne hégémonique que la rhétorique de la transition intervient dans l’idéologie nationale.

Toutefois, le caractère flou et générique des objectifs de cette période transitoire (assurer la *renaissance nationale*, produire les conditions essentielles au *bien général* et à conduire les sociétés centrasiatiques sur la voie du *développement*) confèrent à cette “pré-transition” un caractère illimité. L’accomplissement de la “renaissance nationale” laisse une grande marge d’appréciation pour juger du degré de préparation de la société pour la démocratie. Par ailleurs, le retour aux traditions politiques de ce passé lointain, bien que présenté comme une méthode pour offrir un cadre stable au processus de transition démocratique, semble bien être une finalité en soi, comme l’exprime ici le président tadjik:

*“On peut parler longuement de l’époque des Samanides et trouver des parallèles historiques ou des caractéristiques distinctes, mais le plus important est de prendre en compte l’ancienne tradition étatique et la recréer à*

127 N. Nazarbaev (1996). *Na poroge XXI veka*, Almaty, p. 154.

grande échelle. Le concept-clé est celui de *kadkhuda*<sup>128</sup>... La renaissance de la tradition étatique de *kadkhuda* est d'actualité aujourd'hui"<sup>129</sup>.

L'idéologie développée en Asie Centrale n'a donc pas tant pour but de transformer le système sociopolitique "transitoire" que de l'entériner. Aujourd'hui, la notion de transition relève du mythe idéologique ne peut plus constituer un modèle pour le processus de démocratisation et le développement du pluralisme dans les sociétés d'Asie Centrale.

## Conclusion

L'Etat-nation dont ils ont hérité constitue donc avant tout le moyen pour les anciennes nouvelles élites de devenir des "khans modernes". Cependant, à l'aube du XXIème siècle, les outils de propagande classique ne sont plus aussi efficaces face au développement des moyens de communication modernes (Internet, télévision par satellite...) et de la mobilité internationale

(migration économique, échanges universitaires...). Les Khans modernes ne peuvent contrôler l'insatisfaction d'une partie croissante de leur population, acquise aux idées démocratiques et libérales ou, plus souvent, révoltées par les conditions socio-économiques et la corruption généralisée. Ironiquement, le culte du leader encouragé par les élites centrasiatiques pourraient se révéler être une arme à double tranchant. Certaines figures de l'opposition en exil ou en prison ont d'ores et déjà servi de symbole dans les mobilisations populaires au Kirghizstan<sup>130</sup>, tandis que d'autres sont révérees, pour l'heure en silence, dans des pays plus autoritaires tels que le Turkménistan ou l'Ouzbékistan.

Par ailleurs, l'idéologie de l'indépendance nationale laisse un espace pour l'alternative politique. Elle ne permet pas de faire des leaders actuels l'unique élite capable d'incarner des objectifs aussi vagues que le progrès et l'identité nationale. A l'inverse de l'idéologie marxiste-

128 Littéralement "Bras de Dieu". Ce terme désigne la fonction traditionnelle de chef de village dans le monde persan. Transposé à l'échelle de l'Etat, le concept de *kadkhuda* fait du Président le guide suprême du village national, l'arbitre des conflits nationaux, le décideur en dernier ressort de l'avenir de la communauté, à qui l'on doit respect et dévotion.

129 Ma traduction. Emomali Rakhmonov, cité par NOURZHANOV, Kirill (2001), in "The Politics of History in Tajikistan: Reinventing the Samanids", *Harvard Asia Quarterly*, url: <http://www.fas.harvard.edu/~asiactr/haq/200101/0101a003.htm>.

130 Khamidov, Alisher, Cult of personality may undermine Kyrgyz civil society, *EurasiaNet Commentary*, 22 April 02, url: <http://www.eurasianet.org/departments/rights/articles/eav042202.shtml>.

léniniste, doctrine rigoureuse qui ne laissait quasiment aucune marge d'innovation ou de déviance politique hors du cercle dirigeant, l'idéologie de l'indépendance nationale ne permet pas de décrédibiliser totalement des partis d'opposition qui partagent les mêmes objectifs que l'idéologie nationale (renaissance culturelle, démocratie, sécurité interne, développement économique et national...) sans faire du despote actuel le pilier de ses développements.

Enfin, l'idéologie de l'indépendance nationale s'est montrée incapable jusqu'à aujourd'hui de transcender l'organisation traditionnelle des sociétés centrasiatiques. Clanisme, tribalisme, régionalisme, localisme restent les déterminants principaux de l'identité et de l'allégeance des individus d'Asie Centrale. Le règne hégémonique des leaders actuels repose principalement sur un système clientéliste complexe qui permet d'acheter l'obédience des sous-systèmes, sans pour autant détruire une structure pyramidale aux fondations restées inébranlées<sup>131</sup>. Les leaders actuels continuent d'être identifiés

selon le clan ou la région dont ils sont issus, d'autant plus que leur entourage provient quasi exclusivement des mêmes milieux claniques et régionaux qu'eux. Karimov représente le clan de Samarcande, Rahmonov les Koulyabis, vainqueurs de la guerre civile... Dans chacun de ses sous-systèmes, il est des personnalités clés, disposant de ressources économiques et d'une capacité de mobilisation importantes, qui pourraient représenter une menace considérable aux régimes en place.

Ainsi les paradoxes conceptuels de la nouvelle idéologie nationale constituent peut-être la pierre angulaire du système mis en place par les leaders actuels. En basant leur autoritarisme sur le concept de transition, les leaders centrasiatiques laissent en effet une porte conceptuelle ouverte sur une alternative politique. Le risque est malheureusement grand que cet entrebâillement se révèle trop étroit pour des mouvements démocratiques libéraux atrophies et que seule une opposition radicale parvienne enfin à l'enfoncer.

131 Voir, par exemple, pour le cas Kazakh, MASANOV, Nurbulat (2000). *Political elite of Kazakhstan. The changes of Kazakhstani political elite during the period of sovereignty*, Round Table "Political Elite of Kazakhstan", International Eurasian Institute for Economic and Political Research, Almaty, url: [http://iicas.org/english/publ\\_22\\_11\\_00.htm](http://iicas.org/english/publ_22_11_00.htm)

.....

*Frédérique Guérin is a Doctoral candidate at the Graduate Institute of International Studies, Geneva. She currently runs the Scientific Secretariat of the German-Swiss Project: “Tajikistan Dialogue Project: Creating a Peace-Building Dialogue with Moderate Islamists in Tajikistan”.*

## Bibliographie

- ABRAMSON, David (2002), "Identity Counts: the Soviet Legacy and the Census in Uzbekistan", in *Census and Identity: The Politics of Race, Ethnicity, and Language in National Census*, KERTZER, David I. & AREL, Dominique (eds.). Cambridge: Cambridge University Press, pp.176-201.
- AKINER, Shirin (1997), "Melting Pot, Salad Bowl - Cauldron? Manipulation and Mobilization of Ethnic and Religious Identities in Central Asia", *Ethnic and Racial Studies*, vol. 20, no. 2, pp. 362-98.
- CARLSNAES, Walter (1986), *Ideology and Foreign Policy*. Problems of Comparative Conceptualization. Oxford: Basil Blackwell Ltd.
- FOLTZ, Richard (1996), "The Tajiks of Uzbekistan", *Central Asian Survey*, 15 (2), p. 213-216.
- FRAGNER, Berg G. (2001), "Soviet nationalism: An Ideological Legacy to the Independent Republics of Central Asia", in *Identity Politics in Central Asia and the Muslim World: Nationalism, Ethnicity and labour in the XXth century*, Van SCHENDEL, Willem & ZÜRCHER, Erik J. (eds.). London : I.B.Tauris Publishers, pp. 13-33.
- GEISS, Paul Georg (2000), "Western and Political Discourses on Authority Relations in Central Asia. A sociological Elucidation", *Central Asia Monitor*, 6(2000), pp.1-6.
- GREENFELD, Liah (1992), *Nationalism: Five Roads to Modernity*. Cambridge: Harvard University Press.
- HOOVER, Kenneth R (1994, 2<sup>nd</sup> ed.), *Ideology and Political Life*. Belmont: Wadsworth Publishing Company.
- HUMAN RIGHTS WATCH, *World Report 2003*, Europe and Central Asia, url: <http://www.hrw.org/wr2k3/europe.html>.
- HUMANRIGHTSWATCH (2003), *Uzbekistan: From House to House: Abuses by Mahalla Committees*, Vol. 15, No. 7(D), url: <http://www.hrw.org/reports/2003/uzbekistan0903/3.htm>.
- HUNTER, Shireen Tahmassef (1996), *Central Asia since independence*. Westport CT: Praeger.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Central Asia: Islam and the State*, Asia Report N°59, 10 July 2003, url: <http://www.crisisweb.org/home/index.cfm?id=1442&l=1>.
- JACKSON, Robert (1990), *Quasi-States: Sovereignty, International Relations and the Third World*. Cambridge: Cambridge University Press.
- KASABOLOTOV, J. (2002), "Human rights in Kyrgyzstan: new ideology or another myth?", InfoCenterBishkek, url: [http://eng.gateway.kg/cgi-bin/page.pl?id=268&story\\_name=doc2686.shtml](http://eng.gateway.kg/cgi-bin/page.pl?id=268&story_name=doc2686.shtml).
- KASENOV, Umirserik (1998), "Post-Soviet modernization in Central Asia: realities and prospects", in *Central Asia : the challenges of independence*, RUMER, Boris & ZHUKOV, Stanislav (eds.). Armonk, N.Y. [etc.] : M.E. Sharpe, pp.28-53.
- KELMAN, Herbert C. (1969, rev. eds), "Patterns of Personal Involvement in the National System: A Social-Psychological Analysis of Political Legitimacy, in ROSENEAU, James (ed.), *International Politics and Foreign Policy*. New York: The Free Press, pp. 276-288.
- KHAMIDOV, Alisher (2002), Cult of personality may undermine Kyrgyz civil society, *EurasiaNet Commentary*, 22 April, url: <http://www.eurasianet.org/departments/rights/articles/eav042202.shtml>
- KITAPCIYAN, Ertan (2002), "Ouzbékistan: l'ivresse des métamorphoses", *Regards sur l'Est*, n° 30, juillet-septembre, url: <http://www.regard-est.com/Revue/Numero30/ Ouzbekistan.htm>

- MARCH, Andrew F. (2003), "From Leninism to Karimovism, Hegemony, Ideology, and Authoritarian Legitimation", *Post-Soviet Affairs*, 19 (4), pp. 307-336.
- MARCH, Andrew F. (2002), "The use and abuse of history: 'national ideology' as a transcendental object of Islam Karimov's 'ideology of national independence'", *Central Asian Survey*, 21 (4), pp. 371-384.
- MASANOV, Nurbulat (2000), *Political elite of Kazakhstan. The changes of Kazakhstani political elite during the period of sovereignty*, Roundtable "Political Elite of Kazakhstan", INTERNATIONAL EURASIAN INSTITUTE FOR ECONOMIC AND POLITICAL RESEARCH, Almaty, url: [http://iicas.org/english/publ\\_22\\_11\\_00.htm](http://iicas.org/english/publ_22_11_00.htm).
- NAZARBAEV, Nursultan (1996), *Na poroge XXI veka*, Almaty: Öner.
- NOURZHANOV, Kirill (2001), "The Politics of History in Tajikistan: Reinventing the Samanids", *Harvard Asia Quarterly*, url: <http://www.fas.harvard.edu/~asiactr/haq/200101/0101a003.htm>.
- PRAZAUSKAS, Algis, (1998), "Ethnopolitical issues and the emergence of Nation-States in Central Asia", in ZHANG, Yongjin & AZIZIAN, Rouben (eds.), *Ethnic challenges beyond borders. Chinese and Russian Perspectives of the Central Asian Conundrum*, London: MacMillan Press LTD, pp 50-69.
- ROTAR, Igor (2004), *Central Asia: State policy towards religious minorities in Central Asia*, Forum18 News, 21 January, url: [http://www.forum18.org/Archive.php?article\\_id=233](http://www.forum18.org/Archive.php?article_id=233).
- STALIN, Joseph (1934), *Marxism and the National and Colonial Question*, (1913). New York: International Publishers.
- THOMSON, Terry L. (1989), *Ideology and Policy. The Political Uses of Doctrine in the Soviet Union*. Boulder, Westview Press.
- Van SCHENDEL & Willem, ZÜRCHER Erik J. (eds.) (2001), *Identity Politics in Central Asia and the Muslim World: Nationalism, Ethnicity and labour in the XXth century*. London: I.B.Tauris Publisher.
- WENNBERG, Franz (2000), "Two Central Political Concepts in Tajik Political Discourse", *Central Asia Monitor*, n° 6: pp. 7-12.
- ZARCONI Thierry (1996), "Asie Centrale : la 'résurrection' des confréries", *Les Cahiers de l'Orient*, n°46, pp. 9-14.
- ZHANG, Yongjin & AZIZIAN, Rouben (eds.), (1998). *Ethnic challenges beyond borders. Chinese and Russian Perspectives of the Central Asian Conundrum*. London: MacMillan Press LTD.